

## Etats-Unis No 1, le retour?

### La chronique

Claude Monnier



Nous vivons dans un drôle de monde, où nos pires ennemis sont souvent nos meilleurs alliés, qui nous obligent à resserrer nos forces et à nous battre. D'ailleurs, n'est-ce pas ce que l'on entend ces jours-ci en France: que Nicolas Sarkozy, en ressurgissant menaçant, va contraindre Hollande à reprendre des forces?... Mais un autre exemple est en cours, qui pourrait, lui, redessiner l'ordre mondial.

Durant la guerre froide, les Etats-Unis et l'URSS, puissances nucléaires, étaient également obligées, pour ne pas risquer le pire, de se montrer hyperfortes. Puis l'URSS s'est effondrée et les Etats-Unis, sans plus d'ennemi majeur, n'ont cessé de s'affaiblir sur la scène internationale. Or, aujourd'hui, boum badaboum, le renversement peut-être!

En effet, l'Etat islamique, en encourageant publiquement ses adeptes à «tuer tout infidèle, Américain ou Européen ou citoyen des pays qui sont entrés dans une coalition contre l'Etat islamique (...), allant jusqu'à recommander: «Ecrasez-lui la tête à coups de pierre, tuez-le avec un couteau (...) Etouffez-le ou empoisonnez-le», puis, en passant des paroles aux actes, a secoué jusqu'à la moelle le monde occidental, plus certains pays arabes.

Désormais, les citoyens des Etats-

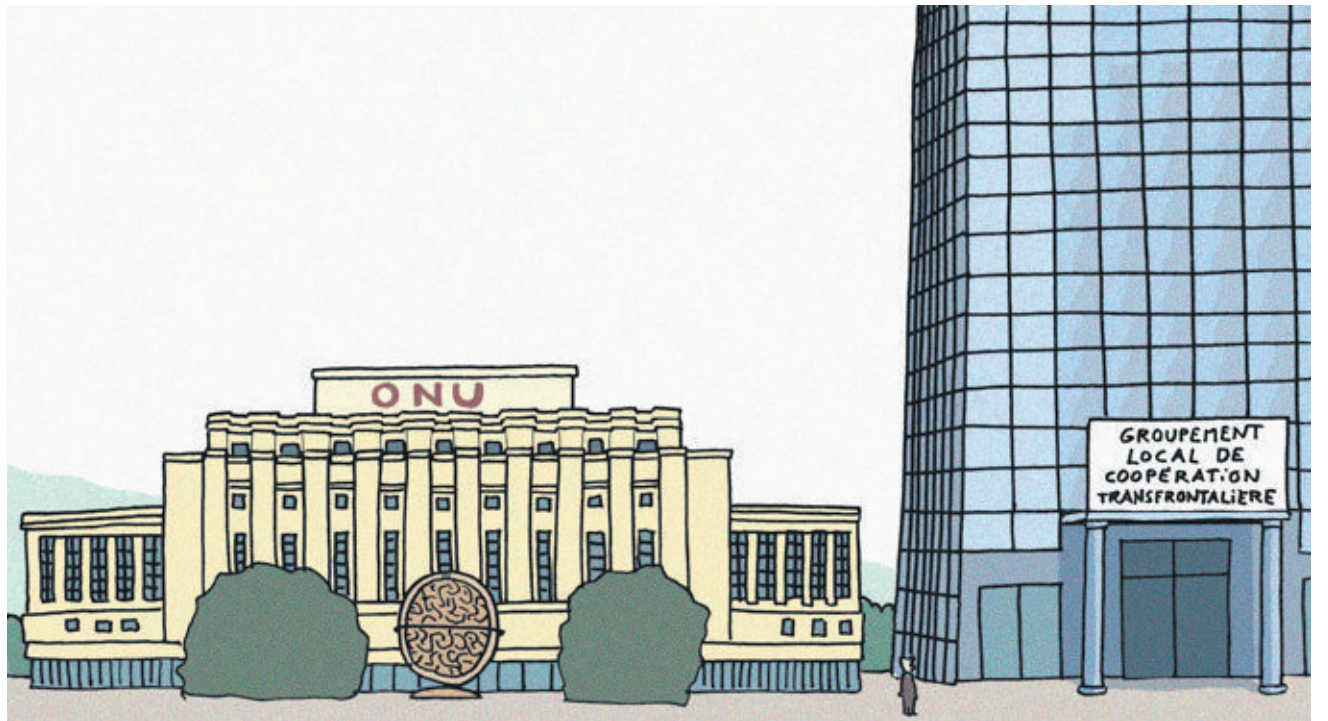
Unis sont donc menacés personnellement, tout comme nous. Oui, mais qui a pris crânement la tête d'une coalition anti-Etat islamique et commencé, sans l'aval de l'ONU, à bombarder les positions en Irak et en Syrie? Washington! Cette prise de commandement donne dès lors aux Etats-Unis des chances claires de redevenir la puissance dominante de la planète, la puissance numéro un de jadis, celle qui disait aux autres acteurs de la scène internationale ce qu'ils pouvaient ou devaient faire. Pour Washington, quasi un miracle!

**«Parce qu'ils ont pris d'office la tête du combat anti-Etat islamique...»**

Lequel, s'il se confirmait, donnerait finalement raison à Samuel Huntington, professeur à Harvard, auteur en 1996 du livre célèbre mais contesté *Le choc des civilisations*, qui prédisait, dans son ouvrage, que l'ancien ordre mondial du temps de la guerre froide, fondé sur un pur clivage idéologico-politique, allait se voir tôt remplacé par un ordre fondé, lui, sur le heurt des civilisations - civilisations dont le substrat, soulignait-il, est largement religieux.

Si l'on s'attendait à cela à l'ère du supertechnologique universel! Enfin, souhaitons, pour notre bien-vivre à tous, que, de la même manière qu'ils ont réussi à dégommer l'URSS à l'usure, les Etats-Unis réussissent à rendre inopérants les enrégés de l'Etat islamique.

## Face-à-face



### Faut-il réformer ou non la gouvernance du Grand Genève?

L'instance de résolution des problèmes communs aux habitants du Grand Genève s'appelle le

Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT). L'élue verniolane Christina Meissner en conteste l'efficacité, jugement non partagé par Antoine Vielliard.

## Un vrai millefeuille institutionnel

### L'invitée

Christina Meissner  
Députée UDC, conseillère municipale à Vernier



Il fut un temps où l'on ne faisait pas tant d'histoires pour collaborer par-dessus la frontière. Pour ne citer que les projets auxquels j'ai directement participé, l'action de sauvegarde des vergers a réuni écoliers, propriétaires de parcelles et communes autour de projets de plantation d'anciennes variétés de fruitiers et a abouti, grâce au financement Interreg pour les projets transfrontaliers, à plus d'un millier d'arbres plantés. Quant aux contrats de rivière transfrontaliers, c'est par le biais d'un outil opérationnel français existant que le travail fut mené, de l'assainissement des eaux à la renaturation des berges sur l'ensemble des rivières du bassin genevois.

Au-delà de la frontière politique, c'est bel et bien la logique naturelle et la volonté de travailler ensemble pour notre territoire partagé qui furent le moteur de

ces actions menées au tournant du siècle. Depuis, la déclaration d'intention a remplacé l'action, le contrôle interne et politique s'est accru avec le nouvel instrument de gouvernance transfrontalière qu'est le GLCT (Groupement local de coopération transfrontalière, qui réunit toutes les instances «dirigeantes» de la région), auquel il faut rajouter son forum participatif alibi. Le millefeuille institutionnel actuel

**«Le peuple se sent tenu à l'écart du projet d'agglomération»**

frise l'indigestion et personne n'y comprend plus rien. Il ne faut donc pas s'étonner du refus cinglant essuyé par le premier vote sur un objet transfrontalier à la formulation on ne peut plus biaisée: «Genevois, voulez-vous financer des parkings en France voisine?». L'intérêt réciproque aurait été mieux compris si des projets genevois avaient été inclus.

Comment rattraper le coup pour le reste des projets devisés à 240 millions de francs? Les Français veulent des garanties

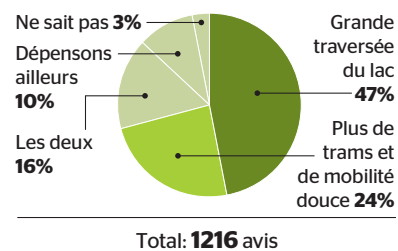
avant de verser leur part et même la Confédération, qui participe à leur financement, n'y croit plus. C'est vraiment mal parti. L'argent et la place venant à manquer, il est plus que jamais urgent de travailler au niveau régional en recherchant les économies et les synergies intelligentes, et sans que les uns ou les autres ne se sentent dépossédés de leur pouvoir décisionnel et territorial.

En lieu et place de toutes ces structures plus opaques les unes que les autres, la solution serait d'instaurer un Conseil d'agglomération transfrontalier doté d'un pouvoir de préavis contraignant pour les gouvernements. Il serait composé de représentants français, vaudois et genevois, dûment élus au suffrage universel par les habitants des territoires concernés. Ainsi, le peuple, qui aujourd'hui se sent tenu à l'écart du projet d'agglomération, retrouverait son pouvoir décisionnel. Ce serait aussi le meilleur moyen de l'associer à ce Grand Genève qui le dépasse et dont il ne voit pas très bien l'intérêt. Sans légitimation par les urnes et sans simplification de ses structures, le projet d'agglomération ne sera qu'un tigre de papier, sans pouvoir et sans avenir.

## Sondage

● **La question d'hier** La rade a coulé: quel grand projet pour la mobilité à Genève?

Répondre à nos sondages sur: [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)



## www.tdg.ch

### Vidéo

● **«La Boule» de «Fort Boyard» est décédé** Le comédien Yves Marchesseau, plus connu sous le surnom «La Boule», est décédé des suites d'un cancer, à l'âge de 62 ans.



### High-tech

● **iOS 8** La dernière mise à jour du logiciel d'Apple impose certaines fonctionnalités dont les utilisateurs se passeraient volontiers. Nos conseils.

## Le coup de gueule du Genevois

Qu'importe le flacon...

L'article de Stéphane Bern «Passion Napoléon», paru dans la *Tribune de Genève* du 27 septembre, m'a fait sourire. Le personnage a été incarné par une kyrielle de comédiens plus ou moins crédibles physiquement, mais aucun n'a l'accent italien prononcé dont Napoléon ne s'est jamais débarrassé, sans parler des expressions corses ou italiennes dont il parsemait sa conversation. Donc nous ne connaissons pas le personnage dans son ensemble. Il y a peu, on retrouvait pour la énième fois le film américain *La bataille des Ardennes*. On y voit une charretée de

tanks allemands Tiger attaquer vaillamment. Or, ce sont des chars américains Patton, repeints en gris panzer (trop clair) et flanqués de croix allemandes! On aurait au moins pu refaire les tourelles avec trois bouts de contreplaqué, mais comme la plupart des téléspectateurs n'ont jamais vu un de ces chars, ils peuvent supposer voir un film historique. Qu'importe le flacon...

Jean-Claude Lapierre

**Vous êtes un citoyen attentif et/ou indigné? La rédaction d'un billet de 1000 signes vous intéresse? Envoyez-le à: [coupdegueule@tdg.ch](mailto:coupdegueule@tdg.ch)**

### L'invité

Antoine Vielliard  
Maire de Saint-Julien-en-Genevois MoDem



Nous avons inauguré la semaine dernière des aménagements de sécurisation des crues de la Drize à Troinex. Des aménagements faits à Genève et cofinancés par le Conseil général de Haute-Savoie et la Communauté de communes du Genevois. L'agglomération avance sur les plantations de vergers anciens, les corridors biologiques et la sécurisation des crues, mais elle se heurte à la volonté des Genevois dès qu'il s'agit de résoudre les principaux problèmes des habitants que sont la mobilité et le logement!

Côté français, nous sommes lassés des promesses non tenues. D'abord, la promesse non tenue d'un effort partagé d'urbanisation: Genève ne construit pas la moitié des logements promis. Ensuite, la promesse non tenue du financement des charges publiques rendues nécessaires par l'exode massif des Genevois. Des pro-

messes non tenues qui ruinent des centaines de milliers d'heures de travail entre Genevois, Vaudois et Français au cours des dix dernières années. Faudra-t-il à l'avenir demander aux Genevois de voter un mandat populaire avant de discuter de nos problèmes communs? Pendant ce temps, Genève continue de percevoir un milliard de francs par an de recettes fiscales issues de l'activité économique des frontaliers.

**«Créer un Parlement transfrontalier nierait notre histoire et nos souverainetés»**

Pour la première fois depuis des siècles, il existe une instance de résolution de nos problèmes communs: le Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) du Grand Genève. Ce dernier réunit vingt-quatre personnes élues par tous les habitants de l'agglomération, qu'ils résident dans le canton de Vaud ou dans l'Ain, en Haute-Savoie ou dans le canton de Genève. C'est l'embryon d'une

gouvernance démocratique commune. Il reste à le doter de moyens propres, à en élargir sa représentativité et à rendre ses débats publics. Créer un Parlement transfrontalier nierait notre histoire et nos souverainetés. Cela ajouterait une mille et unième feuille inutile. De part et d'autre des frontières, les habitants n'accepteraient pas d'ingérence supranationale.

En dotant le GLCT d'agglomération des ressources publiques transfrontalières (une part de l'impôt à la source et de rétrocession par exemple), les projets d'intérêts communs pourront enfin voir le jour. En élargissant sa représentativité, cette instance assurera de fait la fonction d'un Parlement transfrontalier avec des représentants élus mais aussi des décideurs. En rendant ses débats publics et transparents, les habitants pourront mieux s'approprier les enjeux et les contraintes d'une région commune.

Voulons-nous attendre un siècle, le temps que le nombre de citoyens genevois soit plus élevé en France que dans les frontières cantonales? Ou commencerons-nous dès demain à résoudre les problèmes quotidiens de mobilité et de logement des habitants?